



**PRÉFET  
DE LA SARTHE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Départementale de la  
Protection des Populations de la Sarthe  
Service Protection de l'Environnement**

19 Boulevard Paixhans  
CS 91631  
72016 LE MANS Cedex 2

Le Mans, le 02/07/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées** Visite d'inspection du 28/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**TRONCHET SEBASTIEN**

54 Rue de la 2<sup>ème</sup> DB  
72170 CHÉRANCÉ

Code AIOT : 0057202413

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/06/2024 dans l'établissement de Monsieur TRONCHET Sébastien, implanté LA PLAINE DE BALLON - 72170 CHÉRANCÉ. L'inspection a été annoncée le 25/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TRONCHET SEBASTIEN
- LA PLAINE DE BALLON - 72170 CHÉRANCÉ
- Code AIOT : 0057202413
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Exploitation autorisée au titre de la rubrique 3660 de la nomenclature des ICPE pour 125 000 emplacements.

#### **2) Constats**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Prévention des accidents et des pollutions	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8	Demande d'action corrective	3 mois
6	Dispositif de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Demande d'action corrective	30 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conformité de l'installation au dossier	Arrêté Préfectoral du 19/08/2013, article 1	Sans objet
3	Sécurité Incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	Sans objet
4	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 23/10/2013, article 4	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, articles 12 et 13	Sans objet
7	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	Sans objet
8	Collecte et stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23	Sans objet
9	Collecte et stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24	Sans objet
10	Plan d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, articles 27 et 30	Sans objet
11	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37	Sans objet
12	Déchets et sous-produits animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, articles 33, 34 et 35	Sans objet
13	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, articles 41 et 42	Sans objet
14	Émissions atmosphérique d'ammoniac	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

- Mettre à jour le plan des irsques en faisant apparaître les trackers et onduleurs.
- Obtenir un justificatif de contrôle et de conformité des installations (gaz et électricité).

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité de l'installation au dossier

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/08/2013, article 1
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Prescription contrôlée :</b> Exploitation autorisée au titre de la rubrique 3660 de la nomenclature des ICPE pour 125 000 emplacements de volailles.
<b>Constats :</b> Les effectifs sont inférieurs au seuil autorisé (présentation des derniers bons de livraisons des lots en cours) : <ul style="list-style-type: none"> <li>• 74 740 poulets dans deux bâtiments (livraison du 28/06/2024),</li> <li>• 500 dindes dans un bâtiment (livraison du 29/04/2024).</li> </ul> Point conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Prévention des accidents et des pollutions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b> « I. L'exploitant recense le lieu et les quantités maximales des matières combustibles (litière, fourrages secs, pneumatiques usagés ...) ainsi que des matières dangereuses (gaz, fuel, biocides, phytosanitaires, engrais ...) susceptibles d'être stockées au sein de l'installation (bâtiments d'élevage et annexes).  « L'exploitant recense également les bâtiments recouverts de panneaux photovoltaïques ainsi que ceux munis d'une toiture constituée de fibrociments d'amiante.  « L'ensemble de ces informations sont reportées sur un plan de l'installation. Le plan de l'installation est mis à jour pour intégrer les dispositions du présent point au plus tard le 1 <sup>er</sup> janvier 2024.  « L'exploitant, ou son représentant, est en mesure, sur demande des services d'incendie et de secours, de fournir ce plan et d'indiquer les ordres de grandeurs des quantités de matières stockées.  « II. L'exploitant recense, sous s.a responsabilité, les parties de l'installation (bâtiments d'élevage et leurs annexes) qui, notamment en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage), de liquides inflammables ou d'engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium à haut dosage (teneur en azote en masse supérieure à 28 %), sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion.  « Ces parties d'installation sont recensées sur un plan, tenu à jour. Ce plan localisant les zones à risques est mis à jour pour intégrer les dispositions du présent point au plus tard le 1 <sup>er</sup> janvier 2024.
<b>Constats :</b> Le plan des zones à risques comprend notamment les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'emplacement des extincteurs,</li><li>• l'emplacement du local électrique,</li><li>• l'emplacement des citernes de gaz,</li><li>• l'emplacement du local électrique,</li><li>• l'emplacement de l'arrivée d'eau et du compteur,</li><li>• l'emplacement des coupures gaz.</li></ul> L'emplacement du local de stockage des produits phytosanitaires apparaît sur un autre plan de l'exploitation. Point conforme.  Les deux trackers photovoltaïques de l'exploitation ne sont pas répertoriés sur le plan. Point non-conforme.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Faire apparaître les trackers et onduleurs sur le plan de zone à risques.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

### N° 3 : Sécurité Incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.  Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction.
<b>Constats :</b> Les locaux et les alentours sont maintenus dans un bon état de propreté. Un plan de dératisation est contractualisé avec une entreprise prestataire, les relevés des pièges sont effectifs et enregistrés (dernier relevé le 18/05/2024). Point conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Désenfumage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/2013, article 4
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans le cas d'un bâtiment disposant d'un système de désenfumage manuel ou mécanique (type lanterneau ou trappes de sortie d'air), celui-ci devra présenter une surface utile d'ouverture en toiture de 2 %. Si le bâtiment ne dispose pas de lanterneau sur la longueur du faîtage, alors la surface d'ouverture doit être constituée d'un minimum de 4 exutoires pour 1000 m <sup>2</sup> de toiture répartis sur la longueur du bâtiment. Des commandes manuelles d'ouverture des exutoires sont mises en place à l'intérieur du sas ou à l'extérieur du bâtiment.  En l'absence de mise en place d'un système de désenfumage en toiture, il sera nécessaire d'apposer une signalisation externe blanche avec écriture en rouge mentionnant clairement : « absence de système de désenfumage. En cas d'incendie, ne pas pénétrer dans le bâtiment ». Cette signalisation doit être apposée sur support inaltérable à proximité de la porte principale et être d'un format de 60 cm x 30 cm minimum. En conséquence, en cas d'incendie, les sapeurs pompiers ne pénétreront pas dans le bâtiment et procéderont à une attaque du sinistre par l'extérieur et à une protection des structures avoisinantes.
<b>Constats :</b> Une signalisation externe blanche avec écriture en rouge mentionnant clairement : « absence de système de désenfumage. En cas d'incendie, ne pas pénétrer dans le bâtiment » est apposée à l'entrée des bâtiments ne disposant pas d'un système de désenfumage en toiture. Point conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 5 : Lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12 et 13
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.  Une réserve d'eau d'au moins 120 m <sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.

<p>La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.</p> <p>Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. « Leur localisation figure sur un plan de l'installation. Le cas échéant, le plan est mis à jour au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2024. »</p> <p>Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;</li> <li>- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;</li> <li>- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;</li> <li>- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;</li> </ul> <p>ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'installation est accessible pour les services de secours.</p> <p>L'affichage des règles de sécurité, le plan du site avec les risques et les numéros d'urgence sont affichés dans le vestiaire du personnel.</p> <p>L'exploitation dispose d'une réserve incendie de 250 m<sup>3</sup>.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Dispositif de prévention des accidents

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité Incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le contrôle des installations électriques est annuel. Le dernier contrôle a été réalisé le 04/10/2023. Point conforme.</p> <p>Quelques non-conformités mineures ont été relevées. D'après l'exploitant, un électricien doit intervenir pour rétablir la conformité des installations électriques. Point non conforme.</p> <p>Le dernier enregistrement de contrôle des installations de stockage de gaz date de 2021. D'après les dires de l'exploitant, les citernes appartiennent à une société tierce qui a la charge de l'entretien et des contrôles. Les contrôles seraient réalisés annuellement, cependant aucun justificatif de passage n'est laissé à l'exploitant. Point non-conforme.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Obtenir un justificatif de contrôle et de conformité des installations (gaz et électricité).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 30 jours</p>

**N° 7 : Prélèvements et consommation d'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m <sup>3</sup> par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation. En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.
<b>Constats :</b> L'eau utilisée provient du réseau, le relevé des consommations est mensuel et effectif. L'exploitant a également accès aux consommations d'eau en continu via une application de gestion d'élevage. Afin de détecter les fuites, une alarme se déclenche lorsque la pression dans le réseau est inférieure à 2 bar.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Collecte et stockage des effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b> I. Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents d'élevage.  Le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage est tenu à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.  En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, le stockage au champ des effluents visés au 2° du II de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé répond aux dispositions de ce dernier.
<b>Constats :</b> Les effluents liquides (eaux de lavage) sont stockés en poche souple étanche d'une capacité de 150 m <sup>3</sup> .
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Collecte et stockage des effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.
<b>Constats :</b> Les eaux pluviales des toitures sont dirigées vers le milieu naturel.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Plan d'épandage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27 et 30
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Prescription contrôlée :</b> Les effluents d'élevage bruts ou traités peuvent être épandus afin d'être soumis à une épuration naturelle par le sol et d'être valorisés par le couvert végétal.  Les quantités épandues d'effluents d'élevage bruts ou traités sont adaptées de manière à assurer l'apport des éléments utiles aux sols et aux cultures sans excéder leurs besoins et leurs capacités exportatrices compte tenu des apports de toute nature qu'ils peuvent recevoir par ailleurs.  En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, la dose d'azote épandue est déterminée conformément aux règles définies par les programmes d'actions nitrates en matière notamment d'équilibre prévisionnel de la fertilisation azotée.  Les quantités épandues et les périodes d'épandage des effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement sont adaptées de manière à prévenir : <ul style="list-style-type: none"><li>- la stagnation prolongée sur les sols ;</li><li>- le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage ;</li><li>- une percolation rapide vers les nappes souterraines.</li></ul> Les effluents d'élevage provenant des activités d'élevage de l'exploitation peuvent, totalement ou en partie, être traités sur une installation enregistrée, autorisée ou déclarée au titre d'un traitement spécialisé conformément au titre Ier du livre II, ou du titre Ier du livre V du code de l'environnement.  Le cas échéant, l'exploitant tient à la disposition de « l'inspection de l'environnement, spécialité » installations classées le relevé des quantités livrées et la date de livraison.
<b>Constats :</b> La pression azotée à l'hectare est de 128 kgN/Ha. Des analyses de sol sont réalisées chaque année (présentation des 5 dernières analyses en date du 23/06/2024). Deux analyses ont été réalisées en janvier 2024 afin d'apprécier le reliquat azoté sur deux îlots culturaux après culture (38 et 41 kgN/ha). Le bilan global de fertilisation azotée est déficitaire (-45kg/ha) et le bilan de fertilisation phosphoré est équilibré (4kg/ha). Point conforme.  Une grande partie des effluents est exportée vers une société céréalière qui possède son propre plan d'épandage. Les bons de livraisons sont complets et archivés. Point conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Autosurveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b> Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant et à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées pendant une durée de cinq ans, comporte pour chacune des surfaces réceptrices épandues exploitées en propre : <ol style="list-style-type: none"><li>1. Les superficies effectivement épandues ;</li><li>2. Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'îlot PAC des surfaces épandues et en zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'îlot culturel des surfaces épandues. La correspondance entre les surfaces inscrites au plan d'épandage tel que défini à l'article 27-2 et les surfaces effectivement épandues est assurée ;</li></ol>



<p>3. Les dates d'épandage ;</p> <p>4. La nature des cultures ;</p> <p>5. Les rendements des cultures ;</p> <p>6. Les volumes par nature d'effluents et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral ;</p> <p>7. Le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ;</p> <p>8. Le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).</p> <p>En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, l'établissement des bordereaux d'échanges et du cahier d'enregistrement définis au IV de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé est considéré remplir les obligations définies au présent article, à condition que le cahier d'épandage soit complété pour chaque îlot cultural par les informations 2, 7 et 8 ci-dessus.</p> <p>Le cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p> <p><b>Constats :</b>  Le cahier d'épandage est tenu à jour. Les îlots concernés par l'épandage sont enregistrés et l'enfouissement est réalisé dans les 4 h suivant l'épandage.  Les dates d'épandages sont indiquées et ne correspondent pas avec des jours fériés ou des week-ends.  Un plan de fumure prévisionnel est réalisé chaque année.  Point conforme.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
---

#### N° 12 : Déchets et sous-produits animaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 33, 34 et 35
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les déchets de soins vétérinaires sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement.</p> <p>Les bons d'enlèvement d'équarrissage sont tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p> <p>Les médicaments vétérinaires non utilisés sont éliminés par l'intermédiaire d'un circuit de collecte spécialisé, faisant l'objet de bordereaux d'enlèvement, ces derniers étant tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p> <p><b>Constats :</b>  L'enlèvement des déchets est effectif (présentation des derniers bons d'enlèvement en date des 21 et 28/05/2024).  Les bons d'enlèvement d'équarrissage sont conservés (présentation de l'historique des passages depuis janvier 2024).  Point conforme.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 13 : Mise en œuvre des MTD**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41 et 42
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'une installation autorisée après la parution des conclusions MTD met en œuvre les meilleures techniques disponibles.  « Sans préjudice des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'exploitant choisit, précise et justifie dans le dossier de demande d'autorisation les meilleures techniques disponibles qu'il met en œuvre, au sein du document prévu à l'article R. 515-59 du code de l'environnement. L'installation respecte les niveaux d'émission.  « L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisées. »
<b>Constats :</b> L'exploitant met en œuvre plusieurs Meilleures Techniques Disponibles (MTD) pour limiter les impacts dus à son élevage.  Les MTD suivantes sont appliquées et conformes : <ul style="list-style-type: none"><li>• MTD 3, gestion nutritionnelle : l'éleveur distribue une alimentation multiphasée contenant des acides aminés aux poulets et aux dindes (vu fiches techniques des aliments).</li><li>• MTD 5, gestion de l'eau : la consommation d'eau est relevée et enregistrée, le nettoyage des bâtiments est réalisé avec un système « haute pression », les animaux sont abreuvés avec un système de pipettes et des récupérateurs d'eau.</li><li>• MTD 8, utilisation rationnelle de l'énergie : les bâtiments sont équipés d'éclairage Leds.</li><li>• MTD 11, réduction des émissions de poussières : l'intérieur des bâtiments est brumisé.</li><li>• MTD 15, réduction des émissions dans le sol et les rejets dans l'eau : les effluents solides sont stockés sur une plateforme étanche puis sous hangar (station de compostage).</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 14 : Émissions atmosphérique d'ammoniac**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Prescription contrôlée :</b> Déclaration des émissions atmosphériques d'ammoniac.
<b>Constats :</b> La déclaration des émissions polluantes a été réalisée sur le site GEREP le 30/04/2024. La valeur de déclaration est inférieure au seuil (10 000kg/an). Point conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite